

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BACHELET-BONNEFOND

12, rue de l'ancienne Mare
BP 45
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2024.11.T.838.NA.BrJ
Code AIOT : 0005801216

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement BACHELET-BONNEFOND implanté ZI des Pâtis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 27/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre du récolement des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 30 août 2023 relatif à la mise en conformité des rejets aqueux de l'usine. En particulier, un point de situation a été effectué sur les rejets en AOX, zinc, cuivre, métaux totaux et nonylphénol dans les effluents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BACHELET-BONNEFOND
- ZI des Pâtis 12, rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005801216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 21 avril 2022 à exercer une activité de traitement de déchets liquides dangereux et non dangereux (pour une capacité totale de 18 000 t/an) soumise à une auto surveillance de ses eaux résiduelles avant rejet dans la station d'épuration Emeraude de la Métropole Rouen Normandie via le réseau d'assainissement collectif.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	conformité des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1 ^{er}	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	VLE des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des actions correctives qui ont permis d'atteindre la conformité des rejets en AOX dans les effluents aqueux. En revanche, ces actions ont été infructueuses pour le respect des valeurs limites d'émission (VLE) des rejets en zinc. Aussi, la mise en demeure ne peut être levée à ce stade. L'exploitant souhaite solliciter la révision de la VLE en zinc, révision qui peut se justifier par l'absence d'enjeu de compatibilité du milieu Seine, par un cadre réglementaire national et européen plus permissif et par une harmonisation des dispositions opposables aux installations de traitement de déchets dangereux liquides dans la région rouennaise. Sous 1 mois, l'exploitant devra formaliser une demande en présentant les justificatifs adéquats.

Par ailleurs, l'autosurveillance a aussi montré des dépassements sur les paramètres cuivre, métaux totaux, lesquels paramètres sont régis par des VLE particulièrement basses (parfois inférieure à la limite de quantification des laboratoires). Ainsi, comme pour le sujet du zinc, l'exploitant formalisera une demande de révision des VLE sous un délai de 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conformité des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/08/2023, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE rejets Eaux
Prescription contrôlée : La société BACHELET BONNEFOND, dont le siège social est situé au n° 12, rue de l'Ancienne Mare à PETIT-QUEVILLY (76140) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 susvisé en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour que l'ensemble des paramètres réglementés (caractéristiques, concentrations et/ou flux) soit respecté et inférieur à la valeur limite d'émission prescrites par ces mêmes articles.

Pour cela, l'exploitant fournit sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées son plan d'actions pour un retour à la normale des rejets aqueux de l'installation avec tous les éléments d'appréciation permettant de garantir l'efficacité de celui-ci.

Ce plan d'actions est accompagné d'un échéancier de réalisation et d'un engagement sur une échéance de mise en conformité qui ne peut excéder 6 mois.

La mise en demeure sera réputée satisfaite après 6 mois supplémentaires d'absence de dépassement de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant et régulièrement transmise à l'inspection des installations classées via l'application GIDAF.

Constats :

Pour rappel, les résultats des contrôles inopinés des rejets aqueux de l'installation en date des 23 et 24 mai 2023 avaient motivé la prise d'une mise en demeure. En particulier, des dépassements avaient été mis en évidence sur les paramètres zinc et AOX au regard des VLE prescrites à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022. Ces non-conformités étaient par ailleurs confirmées par les résultats d'autosurveillance de l'exploitant.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les actions correctives engagées pour parvenir à la conformité des rejets d'eaux de l'usine telles que: la mise en œuvre d'un rétrolavage périodique des charbons actifs, l'augmentation de leur fréquence de remplacement (tous les 6 mois désormais- le dernier datant de mars 2024), la mise en œuvre de 2 filtres en série. En parallèle, l'exploitant indique travailler sur l'optimisation du bassin biologique de sa station d'épuration afin d'améliorer son rendement épuratoire et réduire la consommation d'énergie, en lien avec l'AESN. Enfin, l'exploitant précise que la qualité des déchets entrants n'a pas connu de changement particulier depuis le début de fonctionnement de l'usine de traitement en 1999. Les déchets liquides admis sont globalement de même nature depuis plusieurs années.

1/ concernant les AOX:

L'exploitant indique avoir travaillé sur les réactifs (Chlore notamment) à la sortie du traitement tertiaire de sa STEP ayant permis de faire baisser la concentration des AOX dans les rejets. Les données saisies sur l'application GIDAF (résultats d'autosurveillance et de contrôles inopinés) indiquent désormais le respect de la VLE.

2/ Concernant le zinc:

Plusieurs pistes avaient été identifiées par l'exploitant pour résoudre ce sujet. Si certaines ont été mises en œuvre (rétrolavage des charbons actifs, augmentation de la fréquence de remplacement des filtres, etc.), l'exploitant indique avoir abandonné l'idée d'installer un traitement par osmose inverse principalement en raison du coût onéreux de cette technique. Dans le même temps, il s'est intéressé aux rejets d'installations similaires dans l'agglomération rouennaise (Athalys, Sonolub, etc.) et estime que la VLE en Zinc fixée dans son arrêté du 21 avril 2022 est particulièrement basse. Elle est de 10 µg/L correspondant à la limite de quantification des laboratoires.

Dans ce contexte, l'objectif de rejet apparaît difficilement atteignable. Les données saisies sur l'application GIDAF (résultats d'autosurveillance et de contrôles inopinés) indiquent une concentration moyenne de rejet de 380 µg/L pour une VLE de 10 µg/L.

Cette VLE a été prescrite en 2021 sur la base des résultats de contrôles inopinés qui étaient régulièrement observés sur l'usine.

Or, l'arrêté ministériel dit "RSDE" prescrit à son article 33-18°) une VLE de 2 mg/L en zinc pour les installations de traitement de déchets dangereux. L'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 17/12/2019 pris en application du Bref WT (traitement de déchets) impose également au point III alinéa 2 de l'annexe 3.5, une VLE en zinc de 2 mg/L. Rappelons que les rejets d'effluents de l'usine après traitement sur site sont déversés vers la STEP Emeraude avant rejet en Seine. Aussi, l'exploitant demande la révision de cette VLE.

L'exploitant ayant engagé des actions pour tenter de solutionner le dépassement récurrent en zinc, il n'est pas proposé de suite à ce stade. La mise en demeure ne pourra être levée qu'après réception d'une demande formelle de révision de la VLE en Zinc par l'exploitant auprès de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 1: L'exploitant remettra à l'inspection des installations classées sous 1 mois un dossier de demande de modification des prescriptions de son arrêté préfectoral qu'il estime nécessaire en apportant les éléments d'appréciation pour permettre à l'inspection de statuer (bilan des rejets en zinc depuis août 2023, échanges avec la direction Eau et Assainissement de la métropole, convention de rejet, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : VLE des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites en concentrations et flux ci-dessous définies mesurées sur l'effluent brut non décanté et avant toute dilution: <ul style="list-style-type: none"> • Cuivre: 5 µg/L • métaux totaux: 1 mg/L • nonyphénols: 0,1 µg/L
Constats : A l'occasion de la visite, après un travail comparatif des VLE prescrites dans les arrêtés réglementant des installations similaires, l'exploitant envisage de demander la révision des VLE pour les paramètres Cuivre et ses composés, métaux totaux et nonylphénol, qu'il respecte difficilement par ailleurs. Il est à rappeler que les effluents traités sont dirigés vers la STEP Emeraude avant rejet Seine. 1/concernant le Cuivre: Les données GIDAF indiquent des dépassements dans le cadre de l'autosurveillance (55 %) depuis janvier 2022. Or, l'AM dit "RSDE" prescrit à son article 33-18°) une VLE de 0,25 mg/L en cuivre pour les installations de traitement de déchets dangereux. L'AMPG du 17/12/2019 pris en application du Bref WT (traitement de déchets) impose également au point III alinéa 2 de l'annexe 3.5, une VLE en cuivre de 0,25 mg/L. 1/concernant les métaux totaux: Les données GIDAF indiquent des dépassements dans le cadre de l'autosurveillance (31 %) depuis janvier 2022.

Or, l'AM dit "RSDE" prescrit à son article 33-18°) pour chaque métal une VLE pour les installations de traitement de déchets dangereux, de même que l'AMPG du 17/12/2019 pris en application du Bref WT (traitement de déchets). La somme des concentrations autorisées pour chacun des métaux dépasse significativement les 1 mg/L prescrit dans l'AP de 2021.

1/concernant le nonylphénol:

Les données GIDAF indiquent des dépassements dans le cadre de l'autosurveillance et des contrôles inopinés (100 %) depuis janvier 2022 avec un rejet moyen de 0,125 µg/L correspondant à la limite de quantification (LQ) du laboratoire. Cette LQ est en effet supérieure à la VLE prescrite qui est de 0,1 µg/L. Lors d'une précédente visite le 14/03/2023, l'inspection avait admis une LQ à 0,25 µg/L liée à la méthode analytique employée correspondant à la plus petite concentration pouvant être détectée. L'inspection considère désormais qu'il n'y a plus de dépassement sur ce paramètre.

Notons que l'AM dit "RSDE" prescrit à son annexe IV au point 3°) une VLE en nonylphénol de 25 µg/L pour les rejets issus d'installations de traitement de déchets mais que l'AMPG du 17/12/2019 pris en application du Bref WT (traitement de déchets) ne régleme nte pas cette substance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : Considérant qu'il n'y a pas d'enjeu de compatibilité du milieu récepteur et que les textes nationaux régissant l'activité de traitement de déchets dangereux liquides sont plus permissifs, l'exploitant est invité à solliciter une demande formelle de révision des VLE pour les paramètres Cuivre, métaux totaux sous 1 mois. Il transmettra l'ensemble des éléments justificatifs (bilan des rejets, échanges avec la Direction Eau et Assainissement de la Métropole, convention de rejet) pour argumenter sa demande.

Type de suites proposées : Sans suite